

12.1 Monnaie - Crédit

À la fin de l'année 2016, l'endettement des **agents non financiers (ANF) résidents** s'établit à 4 995,5 milliards d'euros, en hausse de 3,8 % sur l'année, après + 3,7 % en 2015. La dette des **administrations publiques (APU)** augmente moins fortement en 2016 qu'en 2015. En revanche, la dette des **sociétés non financières (SNF)** et celle des ménages – y compris les **institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)** – accélèrent. Exprimés en proportion du PIB, le **ratio d'endettement** des ménages et celui des APU continuent de croître, + 1,3 point à 56,9 % pour le premier et + 0,7 point à 96,3 % pour le second. Parallèlement, celui des SNF s'accroît de 2,9 points pour s'établir à 71,0 %.

S'agissant des formes d'endettement des SNF, la croissance de l'encours de crédits obtenus auprès des institutions financières accélère, mais la hausse est plus modérée que celle des titres de créance. Les grandes entreprises continuent de privilégier les financements de marché (+ 7,0 %). Cette progression concerne les titres de long terme, dont l'encours croît de 7,4 %, alors que l'encours des titres de court terme marque le pas (+ 1,2 %). Au total, la part des titres de créance émis par les SNF dans leur endettement total augmente en 2016 (37,3 %, contre 36,9 % en 2015).

Le taux de croissance annuel des crédits aux ménages progresse (+ 4,0 %). Il augmente comme leur endettement, lequel est entièrement

constitué par les crédits auprès des institutions financières. L'environnement de taux bas favorise la progression des transactions immobilières, financée principalement sous forme de crédits par les ménages.

L'endettement bancaire des APU diminue. Parallèlement, la hausse de l'encours des titres de créances à long terme qu'elles émettent ralentit (+ 4,1 %). Dans le même temps, les APU poursuivent leurs remboursements nets de titres de créance à court terme dont l'encours baisse de 10,0 %.

La croissance de la monnaie au sens large est demeurée globalement stable fin 2016, à un rythme toujours aussi soutenu que celui observé dans une large mesure depuis mi-2015. Le faible coût d'opportunité de la détention des instruments les plus liquides dans un environnement de **taux d'intérêt** très bas, ainsi que l'incidence des mesures de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne, ont continué de soutenir la croissance de la monnaie. Les sources internes de la création monétaire sont restées le principal moteur de la croissance de la monnaie au sens large. La croissance des prêts au secteur privé a poursuivi son redressement progressif. Le flux annuel du financement externe total des SNF de la zone euro se serait renforcé au quatrième trimestre 2016, après s'être temporairement ralenti au trimestre précédent. ■

Définitions

Agents non financiers (ANF) résidents : ensemble regroupant les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), les sociétés non financières et les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

Ratios d'endettement : généralement exprimés en pourcentage du PIB, leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions entre les différentes formes d'endettement.

Administrations publiques (APU), agrégats monétaires (M1, M2, M3), dépôt à terme, dépôt à vue, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), sociétés non financières (SNF), taux d'intérêt : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.
- « *Bulletin de la Banque de France* », n° 212, Banque de France, juillet – août 2017.
- « Rapport annuel de la Banque de France 2016 », Banque de France, juillet 2017.
- « Chiffres clés de la zone euro », Banque de France, juin 2017.
- « *Bulletin économique de la BCE* », n° 2, Banque centrale européenne, mars 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Endettement des agents non financiers en 2016

en fin d'année en milliards d'euros

	Encours	16/15 en %
Endettement des agents non financiers	4 995,5	3,8
Ménages et ISBLSM	1 265,4	4,0
Sociétés non financières	1 582,7	5,8
Administrations publiques ¹	2 147,4	2,4
Crédits auprès des Institutions financières²	2 555,3	3,7
Ménages et ISBLSM	1 265,4	4,0
Sociétés non financières	990,4	5,1
Administrations publiques	299,5	-1,4
Dépôts au passif du Trésor³	36,7	-6,7
Financements de marché	2 413,3	3,7
Sociétés non financières	590,8	7,0
Titres de créance à court terme	32,6	1,2
Titres de créance à long terme	558,2	7,4
Administrations publiques	1 822,4	2,6
Titres de créance à court terme	175,1	-10,0
Titres de créance à long terme	1 647,4	4,1

1. Dette publique au sens de Maastricht.

2. Institutions financières monétaires et les autres intermédiaires financiers (organismes de titrisation, etc.).

3. Dépôts auprès du Trésor pour toutes les contreparties autres que les administrations publiques.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Principaux indicateurs monétaires et financiers en France et dans la zone euro

glissement annuel de déc. à déc. en %

	2013 (r)	2014 (r)	2015 (r)	2016
M1				
Zone euro	5,6	8,0	10,5	8,7
France (contribution)	3,4	8,6	14,8	10,7
M2				
Zone euro	2,4	3,7	5,2	4,7
France (contribution)	2,3	3,5	6,7	5,7
M3				
Zone euro	0,9	3,8	4,6	4,9
France (contribution)	-1,7	2,8	5,0	5,7
Crédits au secteur privé				
Zone euro ¹	-2,4	-0,3	0,7	2,4
France ^{2,3}	0,7	2,6	3,0	4,9

1. Crédits (y c. crédits titrisés, hors opérations vis-à-vis des chambres de compensation) consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant dans la zone euro aux résidents de la zone euro hors IFM et hors APU.

2. Crédits (y c. crédits titrisés) consentis par les institutions financières monétaires (IFM) résidant en France aux résidents français hors IFM et hors APU.

3. Non corrigé des effets saisonniers et calendaires.

Note : données corrigées des effets saisonniers et calendaires.

Sources : Banque centrale européenne ; Banque de France.

Dépôts et dépôts à terme

encours fin d'année en milliards d'euros

	2000	2015	2016
Dépôts à vue	333,5	766,5	847,3
dont : ménages ¹	144,0	348,5	381,8
sociétés non financières	105,6	296,2	338,1
Comptes sur livret	274,6	608,0	614,4
dont : livrets A et bleus	115,3	253,0	256,4
livrets soumis à l'impôt	46,1	171,6	176,6
Dépôts à terme de 2 ans ou moins	56,5	135,4	134,0
Dépôts à terme de plus de 2 ans	279,8	495,4	506,3
dont ménages ¹	267,1	318,9	334,5
dont plans d'épargne logement	190,3	239,9	258,8

1. Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Note : dépôts des non-IFM hors administrations centrales.

Source : Banque de France.

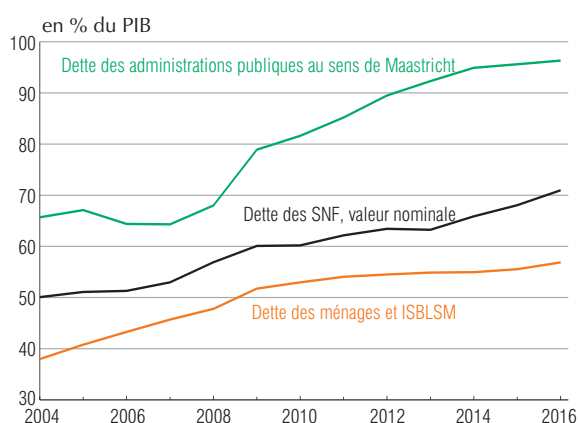
Crédits des établissements de crédit implantés en France à des résidents français

encours fin d'année en milliards d'euros

	2014	2015	2016
Crédits aux résidents par secteur bénéficiaire			
Secteur privé (y c. titrisation)	2 167,7	2 228,9	2 323,0
Administrations publiques	214,7	217,0	210,4
Total	2 382,4	2 445,9	2 533,4
Crédits aux sociétés non financières			
Investissement	581,7	605,3	638,5
Trésorerie	175,6	197,0	216,3
Autres objets	81,1	71,8	57,3
Total	838,4	874,1	912,1
Crédits aux ménages			
Habitat	927,4	964,0	997,8
Trésorerie	159,5	165,1	173,1
Autres objets	91,5	88,6	87,2
Total	1 178,4	1 217,7	1 258,1

Source : Banque de France.

Ratios de dette des agents non financiers de 2004 à 2016



Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux d'intérêt à court et à long terme par pays

taux moyen annuel en %

	1999	2015	2016
France			
Court terme	2,96	-0,02	-0,26
Long terme	4,61	0,84	0,47
Zone euro			
Court terme	2,96	-0,02	-0,26
Long terme	4,66	1,27	0,93
Royaume-Uni			
Court terme	5,45	0,55	0,49
Long terme	5,09	1,90	1,31
États-Unis			
Court terme	5,33	0,23	0,64
Long terme	5,64	2,14	1,84
Japon			
Court terme	...	0,17	0,07
Long terme	1,75	0,35	-0,07

Note : les taux interbancaires à trois mois (taux à court terme) sont identiques pour tous les pays de la zone euro. Les taux à long terme sont les taux se référant au rendement des obligations d'État.

Source : OCDE.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

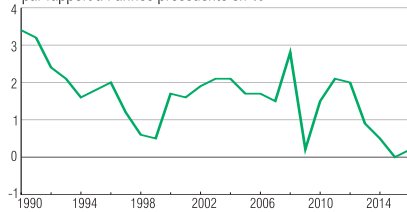
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales